

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Communiqué de presse n° 28 (F), Rev.

6-7 octobre 2009

Déclaration de M. **DANIEL DORSAINVIL**,
Gouverneur de la Banque pour **HAÏTI**,
en séance plénière

**Déclaration de M. Daniel Dorsainvil,
Gouverneur pour Haïti,
en séance plénière de la Banque et du Fonds**

Monsieur le Président de l'Assemblée,
Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,
Monsieur le Président de la Banque Mondiale,
Monsieur le Directeur Général du Fonds Monétaire International,
Mesdames, Messieurs,

1. Qu'il me soit d'abord permis de remercier les autorités Turques pour leur hospitalité et de témoigner de ma gratitude particulière envers la population d'Istanbul pour sa patience et l'accueil réservé aux différentes délégations. Bien évidemment, mes félicitations vont également à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire pour l'excellente organisation de cette Assemblée annuelle.

Monsieur le Président de l'Assemblée,

2. D'aucuns s'accordent à dire que la crise que traverse l'économie mondiale aujourd'hui n'a de rivale que celle qu'elle a connue en 1929. Dieu merci, nous avons su tirer leçons du passé, et ce n'est que grâce aux mesures anticycliques appropriées que le pire a pu être évité. Néanmoins beaucoup de dégâts ont été causés, et souffrez que, dans ce contexte, je mette l'accent sur l'impact de la crise sur les petites économies comme celle de mon pays Haïti ou de nos frères de la CARICOM : contractions des remises sans contrepartie, baisse des recettes d'exportation et des revenus provenant du tourisme, diminution sensible de l'investissement direct, et pertes d'emplois. Si nos préoccupations et inquiétudes sont nées, en partie seulement, de cette dernière crise c'est bien sur le futur que nos regards sont fixés.

3. De meilleures perspectives commencent à se profiler. Il y a un début de reprise, mais le processus s'annonce lent. Et, nous voulons croire que les efforts que le FMI déploie pour développer de nouveaux instruments tel le Extended Credit Facility (ECF) participent d'un engagement envers nos économies de les voir pleinement bénéficier de cette reprise. D'ailleurs, ce dernier suppose l'existence d'un programme de réduction de la pauvreté et donc une certaine complémentarité si ce n'est une synergie entre la Banque et le Fonds. Nous souhaitons ardemment des actions concertées mais surtout coordonnées entre ces deux institutions pour garantir l'atteinte des effets recherchés.

Monsieur le Président de l'Assemblée

4. Nous ne pouvons pas oublier que la crise a mis à nu les déficiences de régulation dans le système financier international. Etant donné l'impact néfaste des secousses du système sur nos économies nous encourageons vivement le Management du FMI à intensifier les efforts visant à renforcer le mécanisme de surveillance et de régulation des institutions financières.
5. L'économie haïtienne tout comme celles des autres pays de la région Caraïbe n'a pas pu se mettre à l'abri ni de la contraction de l'économie mondiale. Mais, dans le cas particulier d'Haïti, nous avons aussi dû nous remettre de l'impact de quatre ouragans qui avaient causé des dégâts importants à notre économie en 2008. Je voudrais ici reconnaître les efforts consentis par la Banque et tous nos partenaires pour venir en aide à notre pays dans cette circonstance.
6. C'est dans ce contexte difficile que nous avons pu atteindre en juin de cette année le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE. Ceci revient à dire que nous avons non seulement pu préserver un cadre macroéconomique stable, mais nous avons aussi su mettre en œuvre un menu assez consistant de réformes ou d'actions touchant tant les finances publiques que les secteurs sociaux. Sans nul doute, si l'atteinte du point d'achèvement libère des ressources précieuses pour notre économie et la mise en œuvre de notre stratégie nationale pour la croissance la réduction de la pauvreté, il

n'en demeure pas moins vrai que les ressources en soutien à la poursuite de cette dernière ne sont pas encore au rendez-vous. Il est approprié de souligner dans ce contexte que le manque de ressources durant ces dernières années a quelque peu freiné l'action gouvernementale.

7. Pourtant, le Gouvernement Haïtien s'était engagé à poursuivre et a poursuivi, des réformes dans le cadre d'un accord conclu avec le FMI au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Ce programme de trois ans qui a atteint son terme en septembre dernier s'est soldé par l'atteinte de résultats significatifs, entre autres, dans les domaines de la gestion des finances publiques, de la transparence en matière d'exécution budgétaire, de la modernisation de la politique monétaire.
8. Depuis cinq ans, l'économie haïtienne a renoué avec la croissance, et les autorités restent attachées à l'ensemble des politiques qui ont pu mener à ce résultat tant au niveau social qu'à l'échelle politique. Sous l'effet des chocs subis, l'économie haïtienne a connu en 2008 son taux de croissance le plus bas des quatre dernières années, soit 1,2%, une baisse significative comparée au 3,4% enregistrée en 2007. Grâce aux investissements publics consentis, particulièrement dans l'agriculture et les infrastructures, le taux de croissance de notre PIB pourrait se situer dans la fourchette 2-2,4% cette année et nous pouvons cibler 4% pour 2010, si les ressources se matérialisent.
9. Les défis à relever pour réduire la pauvreté sont grands, et bien que nous soyons en train de créer les conditions pour mobiliser le capital privé en soutien à nos objectifs de développement, il est important qu'un niveau adéquat de ressources publiques soit disponible. Nous comptons sur la Banque Mondiale, le FMI de même que sur l'ensemble de nos partenaires pour garantir à Haïti l'accès aux ressources externes dont elle aura besoin pour relever ces défis. J'en cite quelques uns pour conclure:

- 1) Renforcer la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production et de la productivité agricole ;
- 2) Améliorer l'accès aux services sociaux de base, notamment en matière d'eau potable, de santé, et d'éducation ;
- 3) Consentir les investissements en infrastructures nécessaires pour d'une part, réduire la vulnérabilité aux désastres naturels, et d'autre part faciliter l'investissement privé, stimuler la croissance, et créer des emplois.

Merci de votre attention.